



COMPTES CONSOLIDES
30 juin 2002

BILAN ACTIF CONSOLIDE
(en milliers d'euros)

RUBRIQUES	Net 30.06.02	Net 31.12.01
Ecarts d'acquisition	2 420	2 567
Immobilisations incorporelles	190	250
Immobilisations corporelles	1 288	1 630
Immobilisations financières	396	381
ACTIF IMMOBILISE	4 294	4 828
Créances clients et comptes rattachés	14 453	13 357
Autres créances et comptes de régularisation	2 232	3 767
Valeurs mobilières de placement	32	40
Disponibilités	1 879	674
ACTIF CIRCULANT	18 596	17 838
TOTAL GENERAL	22 890	22 666

BILAN PASSIF CONSOLIDE
(en milliers d'euros)

RUBRIQUES	Net 30.06.02	Net 31.12.01
Capital	3 272	3 272
Primes	11 923	11 810
Réserves et résultat consolidés (1)	(10 492)	(7 655)
Autres	89	35
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	4 792	7 462
INTERETS MINORITAIRES	0	0
AUTRES FONDS PROPRES	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	299	334
Emprunts et dettes financières	1 044	1 310
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 495	1 183
Autres dettes et comptes de régularisation	15 260	12 377
DETTES	17 799	14 870
TOTAL GENERAL	22 890	22 666

(1) Dont résultat de la période

(2 714)

(7 839)

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers d'euros)

RUBRIQUES	Net 30.06.02	Net 30.06.01	Net 31.12.01
Chiffre d'affaires	22 999	21 173	45 321
Autres produits	445	131	203
PRODUITS D'EXPLOITATION	23 444	21 304	45 524
Achats et charges externes	4 577	4 461	8 634
Charges de personnel	19 621	18 033	36 136
Autres charges d'exploitation	66	32	37
Impôts, taxes et versements assimilés	704	675	1 188
Dotations aux amortissements et provisions	682	1 158	2 943
CHARGES D'EXPLOITATION	25 650	24 359	48 938
RESULTAT D'EXPLOITATION	(2 206)	(3 055)	(3 414)
RESULTAT FINANCIER	(67)	(58)	(157)
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES	(2 273)	(3 113)	(3 571)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(97)	(44)	(560)
Impôts sur les résultats	(197)	(183)	(1 067)
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	(2 567)	(3 339)	(5 198)
Dotations aux amortissement des écarts d'acquisition	(147)	(272)	(2 641)
Intérêts minoritaires	0	0	0
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)	(2 714)	(3 612)	(7 839)
RESULTAT PAR ACTION (en euros)	(0.21)	(0.28)	(0.60)
RESULTAT DILUE PAR ACTION (en euros)	(0.18)	(0.24)	(0.52)

Annexes des comptes consolidés au 30 juin 2002

Faits caractéristiques de la période

Dans le cadre de la restructuration du Groupe, la société SQLI a absorbé le 1^{er} janvier 2002 la société KEENVISION, filiale à 100%, par voie de fusion simplifiée. Cette opération n'a donné lieu à aucune augmentation de capital.

D'autre part, certaines des sociétés non consolidées pour leur caractère non significatif ont été liquidées (TECHMETRIX France et SQL LOGICIELS) ou cédées (TRADIM).

Afin de mieux distinguer les fonctions de direction et de contrôle et dans la logique de la réforme de la loi du 15 mai 2001 sur les nouvelles régulations économiques, la société SQLI a adopté la forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance le 26 juin 2002.

Acquisitions et activité

Le semestre a été marqué par la contraction du marché et la baisse des prix. Ainsi, le taux de croissance du chiffre d'affaires et le taux d'emploi ont été inférieurs aux prévisions sur l'ensemble des agences à Paris et en province.

On constate donc une baisse sensible de la rentabilité voire le déficit des agences les plus récentes.

L'activité du Groupe en Suisse s'est quant à elle confortée à un fort niveau de rentabilité ; l'activité sur le territoire américain, gérée depuis la France, est équilibrée.

Evènements intervenus postérieurement au 30 juin 2002

La société SQLI a procédé le 12 juillet 2002 à une augmentation de capital réservée à deux nouveaux investisseurs et augmenté ainsi ses fonds propres à hauteur de 2 300 milliers d'euros.

Au cours d'une réunion du comité central d'entreprise tenu le 27 septembre 2002 a été annoncé un projet de compression d'effectif pouvant concerner 85 employés ainsi qu'un certain nombre de mesures destinées à baisser les coûts fixes de la société.

AI Principes et modalités de consolidation

Les comptes consolidés du groupe sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France, à la loi du 3 janvier 1985, à son décret d'application du 17 février 1986 et au règlement CRC n° 99-02 homologué par l'arrêté du 22 juin 1999. Les notes explicatives ci-après en font partie intégrante.

Les comptes sont exprimés en milliers d'euros.

1. Périmètre de consolidation

1.1 Méthode et critères de consolidation

La société mère exerçant un contrôle exclusif sur l'ensemble des sociétés du groupe, toutes les sociétés sont consolidées par intégration globale. Toutes les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes au groupe ont été éliminés.

Toutes les sociétés consolidées clôturent leurs comptes individuels au 31 décembre.

Le compte de résultat intègre les comptes des sociétés acquises au cours de l'exercice à compter de leur date d'acquisition.

1.2 Evolution du périmètre de consolidation

La comparaison des périmètres de consolidation au 31 décembre 2001 et au 30 juin 2002 fait apparaître les variations suivantes :

La société KEENVISION, filiale à 100%, a été absorbée par la société SQLI au 1^{er} janvier 2002.

1.3 Sociétés consolidées

Nom	Siège	% de contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
SQLI SA	Paris		Société consolidante	
SUDISIM SA	Montpellier	100 %	99,95 %	IG
SQLI SUISSE SA	Lausanne	100 %	99,80 %	IG
TECHMETRIX INC	Boston	100 %	97,50 %	IG
ABCIAL	Belfort	100 %	99,73 %	IG
CARI	Archamps (74)	100 %	100 %	IG
INVERSO	Genève	100 %	100 %	IG
PROFIL	Belfort	100 %	99,90 %	IG

1.4 Sociétés non consolidées

Il s'agit de la société SQLI SL (Espagne) détenue à 99,84 % par SQLI.

Cette société n'est pas consolidée du fait de son caractère non significatif.

Les sociétés TECHMETRIX France et SQL LOGICIELS ont été liquidées respectivement au 31 décembre 2001 et au 30 avril 2002. L'intégralité des titres TRADIM détenus par la société SUDISIM ont été cédés en juin 2002.

2. Méthode de conversion

Les résultats des sociétés étrangères hors zone Euro ont été convertis au cours moyen de change de la période, les comptes de bilan ont été convertis au cours de change du 30 juin 2002.

Les écarts de conversion ont été présentés distinctement dans les capitaux propres sur la ligne « Autres ».

3. Intérêts minoritaires

Il s'agit de la part des minoritaires dans la situation nette comptable et dans les résultats des filiales consolidées.

4. Traitement des écarts d'acquisition

L'écart constaté à l'occasion d'une prise de participation, entre le prix d'acquisition des titres (y compris les frais accessoires) de la société consolidée et la quote-part du groupe dans ses capitaux propres retraités à la date d'entrée dans le périmètre de consolidation est affecté aux différences de valeur susceptibles d'être attribuées aux actifs et passifs identifiables.

Les différences de valeurs (écarts d'évaluation) sont reclassées aux postes de bilan concernés et suivent les règles comptables Groupe qui leur sont propres. Le groupe dispose de l'année qui suit l'exercice d'acquisition pour finaliser les évaluations. La partie résiduelle non affectée est inscrite sous la rubrique « Ecart d'acquisition » à l'actif du bilan et amorti selon la méthode linéaire.

En KEUR	Valeur brute au 30/06/2002	Amortissements au 31/12/2001	Dotations aux amortissements du semestre	Valeur nette Au 30/06/2002
KEENVISION	223	(61)	(11)	151
SUDISIM	13	(13)	-	-
ABCIAL	4 179	(1 774)	(136)	2 269
CARI	183	(183)	-	-
INVERSO	228	(228)	-	-
PROFIL	522	(522)	-	-
TOTAL	5 348	(2 781)	(147)	2 420

Les écarts d'acquisition sont normalement amortis sur une durée de 10 ans .

La juste valeur de la société ABCIAL au 30 juin 2002 a été déterminée selon les mêmes critères de valorisation que ceux utilisés à la clôture de l'exercice 2001. Ce calcul et le redressement en cours de la rentabilité la société ont conduit à ne pas pratiquer d'amortissement exceptionnel sur l'écart d'acquisition d'ABCIAL.

B/ Principes comptables et méthodes d'évaluation

1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les frais de recherche et développement engagés par SQLI sont comptabilisés directement en charges et sont donc non immobilisés.

Les immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilisation prévue soit :

Logiciels..... 1 à 3 ans

2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Elles sont amorties selon le mode linéaire et selon les durées suivantes :

Agencements.....	8 à 10 ans
Matériels de bureau et mobiliers.....	3 à 5 ans
Matériels informatiques.....	2 à 3 ans

Les écarts résultant de différents taux d'amortissement appliqués dans les différentes sociétés du groupe, à des immobilisations de même nature ne sont pas significatifs et n'ont pas fait l'objet de retraitement dans le compte de résultat consolidé.

3. Crédits-baux

Certaines immobilisations font l'objet de contrats de loyers aux termes desquels le groupe assume les avantages et les risques liés à la propriété. Dans ce cas, il est procédé à un retraitement afin de reconnaître à l'actif la valeur du bien loué et au passif la dette financière correspondante.

L'immobilisation est amortie sur sa durée de vie économique pour le groupe. La dette est amortie sur la durée du contrat de crédit-bail.

Les biens en crédit-bail sont immobilisés à hauteur de 443 KE et concernent le matériel informatique.

Seuls les éléments significatifs ont fait l'objet d'un retraitement.

4. Immobilisation financières

Les titres non consolidés figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur actuelle si celle-ci est inférieure.

5. Evaluation des créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation des créances est constatée pour tenir compte des risques de non recouvrement.

Les transactions réalisées en devises étrangères sont converties au cours des devises à la date des transactions. Les pertes et profits résultant de la conversion des soldes au cours du 30 juin 2002 sont portés au compte de résultat.

6. Contrats à long terme

Le chiffre d'affaires des projets au forfait est comptabilisé selon la méthode de l'avancement. Les prestations en cours sont valorisées au prix de vente et figurent sur la ligne « Créances clients et comptes rattachés ».

Une provision pour pertes à terminaison est constatée dès lors que la marge prévisionnelle attendue du projet est négative.

7. Impôts sur les bénéfices

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, selon le taux d'impôt en vigueur dans chaque pays.

Les pertes fiscales reportables donnent lieu à la comptabilisation d'un impôt différé actif lorsque leur récupération est fortement probable.

SQLI n'a pas comptabilisé d'impôt différé actif sur les déficits fiscaux dans la mesure où leur récupération est jugée aléatoire.

8. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées au prix d'achat ou au prix de marché du dernier mois, si ce dernier est inférieur. Pour les titres non cotés, si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur probable de négociation, une provision pour dépréciation est constatée.

9. Charges constatées d'avance

Elles concernent essentiellement des charges externes et des charges périodiques (loyers et abonnements) engagées au 30 juin 2002.

10. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constatées lorsque les risques et charges sont nettement précisés quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours rendent probables.

Ce poste enregistre l'ensemble des provisions pour risques et charges comptabilisées par les sociétés du groupe et les provisions découlant des retraitements obligatoires ou optionnels de consolidation.

11. Indemnités de départ en retraite

Du fait de l'âge et de l'ancienneté du personnel, aucune provision n'a été constituée à cet effet.

12. Stock Options et bons de souscription

L'Assemblée Générale du 21 mars 2000 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir à un certain nombre de collaborateurs du Groupe en une ou plusieurs fois, d'une part des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et d'autre part des options donnant droit à la souscription d'actions.

Aucun BSPCE et aucune option n'a été exercé au 30 juin 2002.

C/ Compléments d'informations relatifs aux états financiers

Immobilisations

Tableau de variation des immobilisations au cours du semestre
(en milliers d'euros)

RUBRIQUES	Au 31.12.01	Acquisitions	Cessions	Reclassement	Au 30.06.02
Ecart d'acquisition	5 348	-	-	-	5 348
Autres immobilisations incorporelles	629	9	-	-	638
Autres immobilisations corporelles	3 710	61	(24)	(37)	3 710
Autres titres immobilisés	70	-	(37)	-	33
Autres immobilisations financières	371	40	(17)	-	394
TOTAL GENERAL	10 128	110	(78)	(37)	10 123

Les autres immobilisations financières sont composées des dépôts et cautions versés. Les autres titres sont composés des titres non consolidés :

RUBRIQUES	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Chiffre d'affaires	Résultat net
En milliers d'euros	30.06.02	sur titres	30.06.02	1 ^{er} semestre 2002	1 ^{er} semestre 2002
SQLI SL	31	(31)	-	Néant	(1)
Autres titres	2	-	2	NA	NA
TOTAL GENERAL	33	(31)	2	NA	NA

Tableau de variation des amortissements au cours du semestre
(en milliers d'euros)

RUBRIQUES	Au 31.12.01	Dotations	Reprises	Reclassement	Au 30.06.02
Ecart d'acquisition	2 781	147	-	-	2 928
Immobilisations incorporelles	391	72	-	(15)	448
Immobilisations corporelles	2 068	354	-	-	2 422
TOTAL GENERAL	5 240	573	0	(15)	5 798

Echéance des créances et dettes

Echéance des créances au 30 juin 2002
(en milliers d'euros)

ETAT DES CREANCES	Montant net	A – 1 an	1-5 ans	A + 5 ans
Avances et acomptes versés	66	66		
Créances clients	14 453	14 453		
Personnel et comptes rattachés	198	198		
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	52	52		
Etat (TVA, IS, Crédit d'impôt Formation)	749	749		
Impôts différés actif	33	33		
Autres créances diverses	693	693		
Charges constatées d'avance	441	441		
TOTAL GENERAL	16 685	16 685	-	-

Les créances clients sont provisionnées à hauteur de 1 900 KE au 30 juin 2002.

Les autres créances comprennent essentiellement les fonds de garantie et réserves versés dans le cadre d'un contrat d'affacturage. Elles sont provisionnées à hauteur de 91 KE.

Echéance des dettes au 30 juin 2002
(en milliers d'euros)

ETAT DES DETTES	Montant brut	A – 1 an	1-5 ans	A + 5 ans
Emprunts et dettes assimilées *	1 044	558	486	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 495	1 495		
Personnel et organismes sociaux	7 846	7 846		
Etat	4 270	4 270		
Autres dettes	215	215		
Produits constatés d'avance	2 929	2 929		
TOTAL GENERAL	17 799	17 313	486	-
Emprunts souscrits en cours d'exercice	-			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	130			
	129	129		

* Dont contrats de crédit bail retraités

Les emprunts et dettes financières ont été souscrits à l'intérieur de la zone Euro.

Valeurs mobilières de placement

PORTEFEUILLE	30.06.02
Actions propres SQLI	7
SICAV monétaires	25
TOTAL GENERAL	32

Provisions

Tableau de variation des provisions au cours du semestre
(en milliers d'euros)

RUBRIQUES	Au 31.12.01	Dotations	Reprises	Au 30.06.02
Provisions pour litiges	334	45	(98)	281
Provisions pour pertes à terminaison sur marchés en cours	-	18	-	18
Provisions pour dépréciations des autres immobilisations financières	60	-	(29)	31
Provisions pour dépréciation des comptes clients	1 986	210	(296)	1 900
Provisions pour dépréciation des autres créances	70	34	(13)	91
TOTAL GENERAL	2 450	307	(436)	2 321
Dotations et reprises d'exploitation		256	(309)	
Dotations et reprises financières		-	(29)	
Dotations et reprises exceptionnelles		51	(98)	

?? Tableau des flux de trésorerie

	30.06.2002	31.12.2001
Résultat net total des sociétés consolidées	(2 714)	(7 839)
Elimination des amortissements et provisions	509	3 933
Elimination de la variation des impôts différés	19	996
Elimination des plus ou moins values de cession	43	(37)
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	(2 143)	(2 947)
Incidence de la variation du BFR lié à l'activité	3 708	1 117
FLUX NET GENERE PAR (AFFECTE A) L'ACTIVITE	1 565	(1 830)
Acquisition d'immobilisations	(108)	(1 111)
Cessions d'immobilisations	34	766
Incidences des variation de périmètre	0	0
FLUX NET PROVENANT DES (AFFECTE AUX) INVESTISSEMENTS	(74)	(345)
Augmentation de capital	*(21)	109
Emission d'emprunts	3	130
Remboursements d'emprunts	(132)	(587)
FLUX NET PROVENANT DU (AFFECTE AU) FINANCEMENT	(150)	(348)
Incidence de la variation des taux de change	(2)	10
VARIATION DE LA TRESORERIE	1 339	(2 513)
Trésorerie d'ouverture	300	2 813
Trésorerie de clôture	1 639	300
VARIATION DE LA TRESORERIE	1 339	(2 513)

* Imputation des frais relatifs à la fusion-absorption de KEENVISION par SQLI

?? **Variation des capitaux propres**

	Capital	Primes	Réserves	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Hors groupe	TOTAL
Situation au 31/12/00	3 269	11 704	134	50	23	0	15 180
Affectation du résultat N-1			50	(50)			0
Augmentation de capital 04/01/01	3	106					109
Autres					12		12
Résultat de l'exercice				(7 839)			(7 839)
Situation au 31/12/01	3 272	11 810	184	(7 839)	35	0	7 462
Affectation du résultat N-1			(7 839)	7 839			0
Fusion KEENVISION		113	(134)				(21)
Autres			11		54		65
Résultat de l'exercice				(2 714)			(2 714)
Situation au 30/06/02	3 272	11 923	(7 778)	(2 714)	89	0	4 792

?? **Impôts sur les bénéfices**

Détail des impôts différés actifs
(en milliers d'euros)

RUBRIQUES	Au 30.06.02	Au 31.12.01
IDA sur retraitements de consolidation	7	7
IDA sur différences temporaires	26	45
IDA sur reports fiscaux déficitaires	0	0
TOTAL GENERAL	33	52

Ventilation entre impôts différés et impôts exigibles au compte de résultat
(en milliers d'euros)

RUBRIQUES	Au 30.06.02	Au 30.06.01	Au 31.12.01
Impôts différés	(19)	(65)	(996)
Impôts exigibles	(178)	(118)	(71)
TOTAL GENERAL	(197)	(183)	(1 067)

Rapprochement de la charge d'impôt totale et de la charge d'impôt théorique
(en milliers d'euros)

RUBRIQUES	Au 30.06.02
Bénéfice avant impôt et amortissement des écarts d'acquisition	(2 370)
Impôt théorique (34,3%)	814
Impact de la non-comptabilisation d'actif d'impôts sur reports déficitaires	(1 032)
Effet de l'imputation de déficits antérieurs	49
Incidences des charges non déductibles	(93)
Incidences des produits non taxables	66
Impact de taux d'IS différents	41
IFA non récupérables	(23)
Charge d'impôt effective (7.52%)	(178)

Effectif moyen

L'effectif moyen du groupe hors stagiaires s'établit à 683 personnes .

Rémunération des dirigeants
(en milliers d'euros)

RUBRIQUES	Total dirigeants	Organes		
		Administration	Direction	Surveillance
Rémunérations allouées	113		113	

Plans de BSPCE et Stock Options

Caractéristiques	Plan BSPCE	Plan BSPCE	Plan BSPCE complémentaire	Plan Stock Options
Date Assemblée	26 juin 2002	21 mars 2000	21 mars 2000	21 mars 2000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	700 000	1 197 000	362 221	390 073
Point de départ d'exercice	A déterminer	1 ^{er} octobre 2002	3 ans à compter de leur date d'attribution	5 ans à compter de leur date d'attribution
Date d'expiration	5 ans à compter de leur date d'émission	5 ans à compter de leur date d'attribution	5 ans à compter de leur date d'attribution	5 ans à compter de leur date d'attribution
Nombre d'actions souscrites au 30 juin 2002	0	0	0	0

Analyse du chiffre d'affaires
(en milliers d'euros)

SOCIETES CONSOLIDEES	Au 30.06.02	Au 30.06.01	Au 31.12.01
SQLI	18 923	16 336	35 760
SUDISIM	-	1	1
KEENVISION	-	502	1 028
SQLI SUISSE	2 461	1 948	4 022
TECHMETRIX US	170	124	169
ABCIAL	1 425	1 768	3 503
CARI	-	349	585
INVERSO	20	145	244
PROFIL	-	0	9
TOTAL GENERAL	22 999	21 173	45 321

Ventilation du chiffre d'affaires par activité

	Au 30.06.02	Au 30.06.01	Au 31.12.01
INGENIERIE	91%	83%	84%
CONSEIL	3%	11%	10%
FORMATION	5%	5%	4%
ETUDES	1%	1%	0.5%
MAINTENANCE	-	-	0.5%
VENTE DE MATERIELS	-	-	1%
TOTAL GENERAL	100%	100%	100%

Ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique
(en milliers d'euros)

	Au 30.06.02	Au 30.06.01	Au 31.12.01
FRANCE	19 985	18 639	39 982
UNION EUROPEENNE	324	220	578
EXPORT HORS UE	2 690	2 314	4 761
TOTAL GENERAL	22 999	21 173	45 321

Analyse des charges de personnel
(en milliers d'euros)

RUBRIQUES	Au 30.06.02	Au 30.06.01	Au 31.12.01
Salaires et traitements	13 711	12 609	25 342
Charges sociales	5 910	5 424	10 794
TOTAL GENERAL	19 621	18 033	36 136

Analyse du résultat financier
(en milliers d'euros)

RUBRIQUES	Au 30.06.02	Au 30.06.01	Au 31.12.01
Revenus des prêts et créances	-	1	3
Produits de cession de valeurs mobilières	-	8	-
Différences positives de change	-	40	39
Autres produits financiers	-	-	-
Reprise de provisions s/ autres titres et VMP	29	36	36
PRODUITS FINANCIERS	29	85	78
Intérêts et charges assimilées	(27)	(104)	(147)
Charges nettes s/ cession de VMP	(3)	(30)	(28)
Différences négatives de change	(63)	(5)	(14)
Autres charges financières	(3)	-	(1)
Dotations aux provisions s/ VMP	-	-	-
Provisions sur autres titres de participation	-	(4)	(45)
CHARGES FINANCIERES	(96)	(143)	(235)
RESULTAT FINANCIER	(67)	(58)	(157)

Analyse du résultat exceptionnel
(en milliers d'euros)

RUBRIQUES	Au 30.06.02	Au 30.06.01	Au 31.12.01
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	48	2	139
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	156	-	140
Produits de cession d'immobilisations et autres éléments d'actifs	23	557	558
Reprises sur provisions et transferts de charges	98	20	20
PRODUITS EXCEPTIONNELS	325	579	857
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(109)	(112)	(718)
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	(197)	-	-
VNC des immobilisations et autres éléments d'actifs cédées	(65)	(508)	(521)
Dotations exceptionnelles amortissements, provisions	(51)	(3)	(178)
CHARGES EXCEPTIONNELLES	(422)	(623)	(1 417)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(97)	(44)	(560)

Contribution des sociétés consolidées au résultat d'exploitation
(en milliers d'euros)

SOCIETES CONSOLIDEES	Au 30.06.02	Au 30.06.01	Au 31.12.01
SQLI	(2 566)	(2 718)	(2 853)
SUDISIM	23	12	31
KEENVISION	-	57	435
ABCIAL	(281)	(737)	(1 167)
CARI	(75)	89	84
PROFIL	5	8	(6)
TOTAL FRANCE	(2 894)	(3 289)	(3 476)
SQLI SUISSE	545	374	518
TECHMETRIX US	114	(188)	(351)
INVERSO	29	48	(105)
TOTAL EXPORT	688	234	62
TOTAL GENERAL	(2 206)	(3 055)	(3 414)

Contribution des sociétés consolidées au résultat net
(en milliers d'euros)

SOCIETES CONSOLIDEES	Au 30.06.02	Au 30.06.01	Au 31.12.01
SQLI	(2 695)	(2 715)	(3 954)
SUDISIM	65	10	17
KEENVISION	-	6	214
ABCIAL	(489)	(1 077)	(3 100)
CARI	(99)	69	(132)
PROFIL	2	(31)	(571)
TOTAL FRANCE	(3 216)	(3 738)	(7 526)
SQLI SUISSE	405	270	381
TECHMETRIX US	65	(172)	(353)
INVERSO	32	28	(341)
TOTAL EXPORT	502	126	(313)
TOTAL GENERAL	(2 714)	(3 612)	(7 839)

Engagements Hors-bilan

Engagements reçus

Société ou personne se portant caution	Société cautionnée	Objet de la caution	Montant	Echéance
CCF	SQLI	Locaux SAINT DENIS	48 KE	06/2002
A. EL MOUAFIK	ABCIAL	Prêts bancaires BP	114 KE	02/2005
A. EL MOUAFIK	ABCIAL	Prêts bancaires BP	38 KE	10/2004
A. EL MOUAFIK	ABCIAL	Prêts bancaires BP	30 KE	11/2003
Société Générale	SUDISIM	Contrôle fiscal 1993	59 KE	Indéfinie

Taux des devises

	Dollar US 1 USD =	Franc Suisse 1 CHF =
Cours au 30 juin 2002	1.002506 EUR	0.679302 EUR
Cours moyen du 1 ^{er} semestre 2002	1.113712 EUR	0.680664 EUR